



COMMUNIQUÉ

No: 6
No.:

DIFFUSION: POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
RELEASE: LE 20 JANVIER 1981

COMMUNIQUÉ CONJOINT RÉUNION DU COMITÉ COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE CANADA/CARICOM

La deuxième réunion du Comité commercial et économique conjoint Canada/Caricom* s'est tenue à Kingston en Jamaïque, du 15 au 17 janvier 1981. Le Comité, qui s'est réuni cette fois au niveau ministériel, a été créé en application des dispositions de l'Accord de coopération commerciale et économique conclu entre le Gouvernement du Canada et les gouvernements de la Communauté des Caraïbes en 1979.

Le Comité a notamment pour objectifs de promouvoir le développement des relations commerciales et économiques et de recenser les possibilités et les modes de coopération dans les secteurs de l'industrie, de la technique, des finances, de l'agriculture et des transports.

La séance inaugurale du Comité a été présidée par M. Kurleigh King, secrétaire général du Caricom, et déclarée ouverte par l'honorable Edward Seaga, Premier ministre de la Jamaïque. Dans son discours-programme, M. Seaga a réitéré sa demande d'un plan "Marshall" d'aide aux Caraïbes et à l'Amérique centrale dans le cadre d'un nouvel effort pour accroître les apports de capitaux à la région. Selon lui, il est important de savoir que le groupe des Caraïbes et de l'Amérique centrale a bénéficié d'apports multilatéraux et bilatéraux évalués à quelque 400 millions de dollars ÉU en 1980. Selon le Premier ministre, il faudra porter ce montant à 900 millions de dollars ÉU si l'on veut que les pays du groupe atteignent le niveau de développement nécessaire pour leur permettre de se rapprocher du point de décollage. Les mécanismes pétroliers offerts par le Venezuela, le Mexique et la Trinité-et-Tobago comptent pour 200 millions de dollars ÉU en apports additionnels d'aide aux membres du Caricom. Il reste donc à combler un déficit de 300 millions de dollars ÉU pour hausser les investissements publics dans la région de façon à ce que le développement puisse prendre l'essor nécessaire pour atteindre ce point de décollage. Dans ce contexte, le Premier ministre a déclaré que le Canada joue un rôle essentiel dans l'ensemble du réseau des pays donateurs, et qu'il pourrait en fait jouer un rôle de chef de file dans la mobilisation des efforts du groupe des donateurs.

...2

*Marché commun des Caraïbes.

Parlant au nom du Conseil des ministres du Caricom, le très honorable Hugh Shearer, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la Jamaïque, a souligné que la Communauté des Caraïbes comprend des pays qui en sont à des stades divers de développement économique, mais que leurs économies se caractérisent par une similitude des problèmes de développement structural. Ces problèmes ont entravé les efforts destinés à mobiliser les crédits nécessaires pour accroître la capacité de production et réduire les forts niveaux de chômage au sein de la Communauté. Les mesures que cette dernière cherche à mettre en oeuvre par le biais du Comité doivent permettre aux entreprises et aux industries de se développer de façon à fournir de l'emploi à une partie des milliers de jeunes et de moins jeunes dont l'existence est bouleversée par leur incapacité d'assurer leur subsistance et celle de leurs familles. Selon Monsieur Shearer, le processus peut être solidement appuyé par un renforcement de la coopération entre les Caraïbes du Commonwealth et le Canada.

Monsieur Mark MacGuigan, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, qui dirigeait la délégation canadienne pour ce qui est de la revue des relations du Canada avec la Communauté des Caraïbes, a annoncé que le Cabinet canadien a approuvé un plan d'action pour une approche politique régionale aux termes duquel les Caraïbes du Commonwealth occuperont une place prioritaire dans l'ensemble de la politique extérieure du Canada. Le Ministre a annoncé un accroissement constant de la valeur réelle de l'aide canadienne à la région au cours des cinq prochaines années. Il a exprimé l'espoir que ces décaissements globaux doubleront d'ici trois à quatre ans, et il a confirmé que le programme bilatéral passera de son niveau actuel de quelque 30 millions de dollars à au moins 55 millions d'ici le milieu de la décennie. Le Canada est également disposé à consentir une aide d'urgence de soutien à la balance des paiements des pays dont les besoins en la matière sont internationalement reconnus et pour lesquels le Fonds monétaire international (FMI) a convenu d'un programme de redressement. La plus grande priorité sera accordée à l'accroissement de la coopération régionale, et on accordera une attention toute particulière aux besoins des pays moins développés. Dans ce contexte, le Canada est disposé à organiser, de concert avec la Banque mondiale, une réunion consultative spéciale sur les besoins des îles Leeward et Windward. Il y aura en outre un accroissement de l'assistance technique, une aide au financement d'études sur les nouvelles sources d'énergie et une aide spéciale pour répondre aux besoins de sécurité de la région, y compris une aide en planification civile d'urgence en cas de catastrophes comme des ouragans, des éruptions volcaniques, des déversements d'hydrocarbures et des épidémies.

L'honorable M. Eugenia Charles, Premier ministre de la Dominique, répondant à ces allocutions au nom de la Communauté des Caraïbes, s'est réjouie de la priorité que le Canada accorde à la région ainsi que de son désir d'accroître son aide. Elle a souligné la nécessité d'accorder une aide sans délai. Le Premier ministre de la Dominique a demandé que l'on respecte scrupuleusement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des

États membres du Caricom et que l'on reconnaisse la région des Caraïbes comme une zone de paix et de stabilité; elle a fait valoir que le maintien de ces traditions est non seulement nécessaire pour le progrès et le développement social et économique de ses populations, mais est également un élément indispensable du développement de l'ensemble de la région.

Messieurs MacGuigan et Shearer ont été désignés comme coprésidents pour le Canada et la Communauté des Caraïbes respectivement. Les entretiens se sont caractérisés par la cordialité qui marque les relations entre le Canada et la Communauté des Caraïbes, et elles ont permis de jeter les bases d'une solution positive des questions en suspens.

Lors des discussions sur le programme global proposé, on a mis l'accent sur les besoins urgents propres à la Communauté, et tenté d'éclaircir un certain nombre de questions. Bien que l'on se soit réjoui d'apprendre que le Canada considère les Caraïbes du Commonwealth comme une région d'intérêt tout particulier, on a fait valoir que les besoins de développement de la région justifiaient une hausse du niveau de l'aide octroyée. La partie canadienne s'est engagée à revoir le niveau de son aide pour pouvoir donner des indications plus précises à ce sujet lors de la réunion du Groupe de coopération pour le développement économique des Caraïbes en juin.

Les représentants du Caricom ont souligné la nécessité d'une approche souple au niveau du soutien apporté à la balance des paiements, d'une prise en compte des besoins particuliers des pays moins développés en matière de balance des paiements, ainsi que d'arrangements permettant aux États de financer au besoin les dépenses locales à même les crédits d'aide. La partie canadienne a souligné l'importance qu'elle attache à la conclusion préalable d'arrangements avec le Fonds monétaire.

La réunion a endossé le point de vue selon lequel la formulation et la réalisation des projets dans le cadre de la coopération Canada/Caricom devraient dans toute la mesure du possible être conçues de façon à appeler l'utilisation de compétences locales ainsi que d'institutions nationales et régionales.

La réunion a également convenu qu'un grand principe de base devrait guider l'aide canadienne à la région: la réalisation de l'objectif ultime qu'est l'élimination de la nécessité d'une aide. Cet objectif est considéré comme intimement lié aux programmes et stratégies visant à créer une capacité de production dans la région, et à l'utiliser pleinement.

Perspectives et problèmes du commerce Canada/Caricom

Les délégations du Canada et du Caricom ont réaffirmé l'importance qu'elles attachent à une intensification des échanges commerciaux. Elles ont procédé à un utile échange de vues sur des questions touchant au commerce et aux débouchés en général, ainsi que sur certaines questions soulevées par le Caricom, y compris l'amélioration possible du Tarif de préférence générale (TPG) du Canada. La partie canadienne a fait état des progrès accomplis au Canada en esquissant les mesures déjà prises ou envisagées, notamment concernant le rhum.

Coopération financière et technique

Dans le domaine de la coopération financière et technique, les États membres du Caricom ont attiré l'attention sur un certain nombre de secteurs-projets pour lesquels une aide canadienne serait souhaitée, notamment le Fonds d'assistance technique du Caricom, la constitution d'un corps d'agents spécialisés dans les besoins des pays moins développés du Caricom, la science et la technique au service du développement, les communications régionales, le développement des ressources marines, la formation, le transport aérien et maritime, la planification de la main-d'oeuvre, la préparation préalable en cas de catastrophes et les secours d'urgence. Il a été convenu que ces projets de coopération financière et technique seront étudiés lors d'une réunion spéciale du Groupe de la coopération industrielle en mai, de façon à pouvoir accélérer les mesures à prendre dans ce domaine.

La délégation canadienne a réitéré l'appui donné lors de la première réunion du Comité conjoint quant à l'établissement d'un réseau d'experts pour les îles Leeward et Windward, et la réunion a endossé le principe voulant que l'aide soit axée sur la création d'un réseau de compétences locales à l'intérieur de la sous-région du Marché commun des Caraïbes orientales et ce, comme moyen d'améliorer en permanence les compétences techniques, administratives et gestionnelles dans la sous-région.

Coopération industrielle

Dans le contexte du programme global de coopération industrielle, les participants ont reçu un rapport détaillé des résultats du Programme d'action établi par le Groupe de travail spécial en avril 1980. Le Comité conjoint a noté avec satisfaction les progrès considérables déjà obtenus et indiqué qu'il espérait des progrès permanents en ce qui concerne le resserrement de la coopération industrielle entre le Canada et le Caricom sur le plus vaste éventail possible d'activités.

La délégation du Caricom a cherché des éclaircissements sur la proposition canadienne consistant à fournir chaque année au Caricom un million de dollars en crédits industriels concessionnels pour permettre l'embauche de conseillers canadiens qui participeront à la planification et à la réalisation de projets de planification industrielle. Le Caricom a en outre souligné les grands avantages qu'il y aurait à recourir chaque fois que possible à des experts de la région. Il a été convenu que la question devrait être revue, et on a noté qu'une aide pourrait être octroyée au Fonds d'assistance technique proposé par le Caricom pour financer l'embauche d'experts régionaux.

Les deux parties ont proposé l'étude de nouveaux projets comme fondement de nouvelles mesures, et il a été convenu que ceux-ci seraient examinés en détail à la réunion du Groupe de travail spécial prévue en mai 1981.

Rôle du secteur privé

La réunion a reconnu l'importance du secteur privé comme mécanisme d'une action industrielle et commerciale entre le Canada et la région du Caricom. Elle s'est réjouie de ce que l'Association canadienne pour l'Amérique latine (ACAL) s'occupe maintenant de la région des Caraïbes, et elle a noté avec satisfaction qu'une réunion conjointe de représentants de l'ACAL et de la CAIC (Association de l'industrie et du commerce des Caraïbes) s'est tenue parallèlement à la deuxième réunion du Comité conjoint.

Négociations Nord-Sud

Dans les échanges sur les négociations Nord-Sud, la réunion a noté que le Canada participe activement à la préparation de la conférence au sommet de Mexico, et cherche à assurer que les questions Nord-Sud composeront l'élément central du prochain sommet des sept pays industrialisés et de la Conférence du Commonwealth qui se tiendra à Canberra. Le ministre canadien s'est dit fondamentalement favorable au point de vue voulant que des mesures soient prises pour garantir que les États membres du Caricom - étant donné leurs problèmes propres et leur appartenance à une région des plus défavorisées - puissent recevoir une aide tant individuelle que collective de tout programme d'aide d'urgence dont pourrait convenir la communauté internationale.

Affaires de l'hémisphère

Se penchant sur le rôle des États du Commonwealth de l'hémisphère occidental dans les affaires du continent, les participants ont convenu que l'un des grands éléments de la réalité antillaise d'aujourd'hui est le mouvement d'intégration que représente la Communauté des Caraïbes, et que cette acceptation devrait se concrétiser par l'adjonction de solides composantes d'aide régionale dans les programmes de coopération avec la sous-région.